

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 426 du 29.01

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Une enfant rescapée de Zeitoun témoigne.

5-2 Alymana Bathily : Guerre contre le Hamas et contre...l'information.

5-3 Si Abou al-Aish n'existait pas, il faudrait l'inventer.

5-4 Henry Siegman : Les mensonges d'Israël.

5-5 Patrick Cockburn : En Israël, le détachement de la réalité est à présent la norme.

29-01: Peuple Palestinien : 1 tué - 8 blessés
Occupants : 1 tué - 3 blessés

Tiré a part

27/01

L'armée israélienne a rapporté mardi les premiers affrontements le long de la frontière de la Bande de Gaza entre soldats israéliens et palestiniens

Les habitants près du point de passage de Kissufim ont déclaré que le bruit sourd d'échanges de tirs à l'arme lourde pouvait être entendu tandis que les hélicoptères survolaient le secteur.

L'armée israélienne a précisé qu'un engin a explosé le long de la frontière au passage d'une patrouille israélienne. Tsahal n'a donné aucune autre précision.

<http://www.lalibre.be/actu/monde/>

29-01

Un sous-officier israélien a été tué et trois soldats, dont un officier, ont été blessés "lorsqu'un engin explosif a été activé au passage d'une patrouille du côté israélien du mur de la honte de la bande de Gaza", au nord de la localité de Kissufim. L'officier a été grièvement atteint.

Des chars et hélicoptères israéliens ont ensuite ouvert le feu en direction des terres palestiniennes avant de procéder à une opération de ratissage, selon les témoins. Un Palestinien de 24 ans, Anwar Al-Dreim, a été tué par les tirs israéliens, ont indiqué des sources médicales.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

D'autres accrocs au cessez-le-feu sont survenus depuis mardi, après la mort d'un soldat israélien **qui n'a pas été revendiquée**, à la lisière de la bande de Gaza.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

Des troupes israéliennes ont pénétré en territoire palestinien à l'est de Khan Younès, où elles ont ouvert le feu en direction d'une ferme située dans le secteur, selon des témoins.

Peu après, l'armée israélienne a effectué une incursion à Deir el-Balah, plus au nord, selon des témoins.

Des chars israéliens ont tiré des obus sur des maisons palestiniennes et des soldats ont pris position sur les toits de plusieurs habitations, ont ajouté les témoins. Enfin, dans la nuit de mardi à mercredi, un appareil israélien a bombardé des tunnels de contrebande reliant le sud de la bande de Gaza à l'Égypte, ont indiqué des témoins. Ils ont fait état d'une forte explosion causée par le largage d'une bombe ou d'un missile contre la frontière.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

Un Palestinien a péri dans des tirs israéliens..

<http://www.lesoir.be/actualite/monde/>

29-01

Un policier du Hamas circulant à moto et huit autres personnes, dont six écoliers, ont été blessés jeudi dans un raid aérien israélien dans la bande de Gaza, selon des témoins et des sources médicales.

Le raid a eu lieu à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

L'aviation israélienne a lancé une attaque nocturne dans la zone des tunnels le sud de la bande de Gaza à l'Égypte.

L'aviation israélienne a bombardé dans la nuit de mercredi à jeudi la zone des tunnels reliant le sud de la bande de Gaza à l'Egypte.

Elle n'a pas fait de victime, ont rapporté des témoins sur place. Selon eux, le raid a endommagé une fonderie à Rafah, le long de la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte.

<http://www.romandie.com/infos/ats/>

29-01

Des sources locales ont affirmé qu'un avion militaire de type (F16) a bombardé un atelier de la famille de Jouda dans le quartier de Machroua, à l'est de Rafah, en causant de grands dommages.

CPI & RIA Novosti

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

Des témoins oculaires ont dit que 3 blindés militaires et 2 bulldozers militaires ont envahi la région située, à l'est d'Al Maghazi, en rasant des terres agricoles qui appartiennent aux citoyens palestiniens.

CPI

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

27-01

Jerusalem Post annonce : L'armée annonçait mardi que le Hamas avait lancé une roquette dimanche vers la mer, afin de tester la portée du reste de son arsenal.

<http://fr.jpost.com/servlet/>

27-01

Jerusalem Post annonce : Des hommes armés de l'enclave palestinienne ont ouvert le feu sur des soldats de Tsahal dans deux incidents séparés le long de la frontière avec la bande de Gaza.

Parallèlement, huit obus de mortiers ont été tirés sur le sud de l'Etat

<http://fr.jpost.com/servlet/>

29/01

En réponse aux attaques israélienne une roquette tirée depuis la bande de Gaza a explosé jeudi matin dans le sud d'Israël.

Il s'agit de la deuxième roquette tirée vers Israël depuis l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu ayant mis fin à l'offensive israélienne qui a fait plus de 1.330 morts palestiniens et dévasté la bande de Gaza entre le 27 décembre et le 18 janvier.

Mercredi soir, une roquette avait été tirée en direction de la localité d'Ofakim (sud).

(AFP)

29-01

Les brigades d'Al Qassam, la branche militaire du Hamas, a annoncé leur responsabilité au lancement de 3 obus de mortier sur une force spéciale de l'armée de l'occupation qui a envahi la région d'Al Maghazi, au milieu de la Bande de Gaza.

Les brigades d'Al Qassam ont affirmé que cette opération vient dans le cadre de la riposte de la résistance palestinienne aux tentatives d'entrer dans les terres de la Bande de Gaza et aux crimes et agressions sionistes continuelles contre le peuple palestinien et le sévère blocus.

Elles ont affirmé qu'elles vont poursuivre la résistance et répondre fortement aux agressions.

CPI

29-01

Des résistants ont effectué deux tirs de roquettes contre le sud d'Israël sans faire ni victimes ni dégâts.

RIA Novosti

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

| | |
|---|-------------------------------------|
| Civils & résistants tués | : 6.867 |
| Palestiniens blessés | : 54.219 |
| Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens) | : 192 (chiffre tout a fait minimal) |
| Arrêtés : | : 47.733 |
| En prison : | : 11.800 |
| Pacifistes en prison ou arrêtés | : 108 |
| Autres actes | |

Journalistes tués : 9
Journalistes blessés : ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies : 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués : 1.199
(359 militaires/policiers)
Israéliens blessés : 6.580
(548 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

29-01

M. Abbas a plaidé pour une consolidation de la trêve et dénoncé la politique de colonisation israélienne qui montre selon lui "qu'Israël n'a aucune volonté de paix".

La colonisation a été le principal obstacle dans les négociations israélo-palestiniennes lancées fin 2007 sous le parrainage de l'ancien président américain George W. Bush.

Selon un rapport du mouvement anticolonisation La Paix Maintenant, le nombre de bâtiments construits dans les colonies en Cisjordanie occupée a augmenté de 60% en 2008.

<http://fr.news.yahoo.com/>

28-01

Olmert a lié l'ouverture permanente des points de passage de la bande de Gaza au sort du soldat Gilad Shalit "Nous n'acceptons pas la formule 'Shalit contre l'ouverture des passages'. Shalit ne sera libéré que dans le cadre d'un échange de prisonniers", a rétorqué le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, lors d'une visite au Qatar.

Commentant la tournée de Mitchell, il a affirmé que "tous les efforts politiques qui ne tiennent pas compte des droits de notre peuple et de la résistance sont voués à l'échec".

Le Hamas exige la réouverture des passages dans le cadre d'une éventuelle trêve formelle négociée actuellement sous les auspices de l'Egypte

<http://fr.news.yahoo.com/>

1-1 Processus de paix.

30-01

Le Hamas souhaite le maintien du cessez-le-feu, s'efforçant de brider les activités d'autres groupes de résistance palestiniens, a appris Haaretz auprès du renseignement israélien.

RIA Novosti

29/1

Mechaal a annoncé le refus de son mouvement aux conditions israéliennes concernant la trêve, en affirmant qu'ils n'acceptent pas la proposition d'ouvrir les passages en échange de la libération de Chalit, et que l'occupation doit libérer nos captifs dans les prisons sionistes pour obtenir la libération de son soldat capturé par la résistance palestinienne à Gaza, Gilad Chalit.

CPI 29/1

29-01

Taha a affirmé que la semaine de cessez-le feu donnée par la résistance a été prolongée jusqu'au 5 février prochain, afin de parvenir à une accalmie générale qui puisse garantir la levée totale du blocus et l'ouverture de tous les passages.

Il a précisé que le problème est la violation continue de l'occupation israélienne à toute accalmie, tout en soulignant que les palestiniens insistent sur la levée totale du blocus et l'ouverture de tous les passages.

"On espère arriver à un accord, bientôt, entre les européens, l'autorité palestinienne, le Hamas et les égyptiens pour mettre en place un mécanisme convenable pour diriger le passage de Rafah, mais loin de l'accord de 2005", a ajouté Taha.

1-2 Les analyses .

Henri Siegman : Gaza et le Hamas : Rétablir la vérité

Henri Siegman, ancien directeur de l'American Jewish Congress, conteste la version israélienne des événements qui ont précédé le conflit de Gaza, communément reprise par les médias.

Citations et témoignages de responsables de l'armée et du renseignement israélien à l'appui, il rappelle que l'accord de trêve prévoyait un allègement du blocus qui n'a jamais été appliqué, et que c'est Israël qui a rompu la trêve le 4 novembre, au lieu de mettre à profit cette accalmie pour la consolider. D'autre part, note-t-il, la description du Hamas comme un mouvement terroriste ayant pour objectif la destruction d'Israël ne correspond pas à la réalité. Le Hamas est depuis plusieurs années entré dans le jeu politique, abandonnant le recours aux attentats terroristes, et il défend désormais la solution des deux états dans les frontières de 1967.

Au delà de ces rappels factuels, Siegman juge que la politique de confrontation choisie par Israël, si elle peut amener des succès tactiques, aura sur le long terme l'effet inverse, en renforçant les tendances les plus radicales au détriment des perspectives de paix.

Les gouvernements et la plupart des médias occidentaux ont accepté nombre d'assertions israéliennes justifiant l'assaut militaire sur Gaza :

que le Hamas avait constamment violé puis ensuite refusé de prolonger la trêve de six mois qu'Israël avait respectée ;

qu'Israël n'avait donc d'autre choix que de détruire la capacité du Hamas de lancer des missiles sur les villes israéliennes ;

que le Hamas est une organisation terroriste, appartenant au réseau jihadiste mondial ;
et

qu'Israël a non seulement agi pour sa propre défense mais au nom de la lutte internationale que mènent les démocraties occidentales contre ce réseau.

Je n'ai connaissance d'aucun journal, station de radio ou de TV américains d'importance dont la couverture de l'assaut sur Gaza ait interrogé cette version des événements.

Les critiques dirigées contre les actions d'Israël, si tant est qu'il y en ait eu (et il n'y en a eu aucune émanant de l'administration Bush), ont plutôt convergé sur le fait de savoir si le carnage des forces armées israéliennes est proportionnel à la menace qu'elles tentaient de contrer, et si elles prenaient des mesures suffisantes pour éviter les victimes civiles.

Les questions concernant la paix du Moyen-orient sont en général décrites en termes d'euphémismes trompeurs. Je voudrais au contraire déclarer ici sans ambages que chacune de ces assertions est un mensonge.

C'est Israël, et non pas le Hamas, qui a violé la trêve : le Hamas avait accepté d'arrêter ses tirs de roquettes vers Israël ; en retour, Israël devait alléger sa pression sur Gaza.

En fait, pendant la trêve, elle s'est accrue. Ceci a été confirmé non seulement par tous les observateurs et ONG internationaux neutres présents sur place mais aussi par le brigadier général de réserve Shmuel Zakai, un ancien commandant de la Division de Gaza des forces armées israéliennes. Dans un entretien accordé au Ha'aretz le 22 décembre, il a accusé le gouvernement d'Israël d'avoir fait une « erreur majeure » pendant la tahdiyeh, la période de six mois de trêve relative, en « empirant nettement la situation économique catastrophique des Palestiniens de la bande de Gaza, au lieu de profiter du calme pour l'améliorer. . . Quand on établit une tahdiyeh, et que la pression économique sur la Bande se poursuit, » déclarait le Général Zakai, « il est évident que le Hamas essaiera d'obtenir une tahdiyeh améliorée, et que leur façon de l'atteindre est la reprise des lancers de Qassam. . . On ne peut pas simplement donner des coups, maintenir les Palestiniens de Gaza dans leur détresse économique, et s'attendre à ce que le Hamas se contentera simplement de s'asseoir sans agir ».

La trêve, qui a commencé en juin l'an dernier et devait être renouvelée au mois de décembre, exigeait des deux parties qu'elles s'abstiennent de toute action violente l'une contre l'autre.

Le Hamas devait cesser ses tirs de roquettes et empêcher les tirs des autres groupes comme le Djihad Islamique (même les agences de Renseignement d'Israël ont reconnu que ceci avait été exécuté avec une efficacité étonnante), et Israël devait mettre fin à ses assassinats ciblés et ses incursions militaires.

Cette entente a été sérieusement violée le 4 novembre, quand les forces armées israéliennes sont entrées à Gaza et ont tué six membres du Hamas. Le Hamas a répondu en lançant des fusées Qassam et des missiles Grad. Même alors, il avait offert d'étendre la trêve, mais seulement à condition qu'Israël mette fin à son blocus. Israël a refusé. Il aurait pu remplir son devoir de protection de ses citoyens en consentant à alléger le blocus, mais il n'a même pas essayé. On ne peut affirmer qu'Israël ait lancé son attaque pour protéger ses citoyens des roquettes. Il l'a fait pour protéger son droit à poursuivre l'étranglement de la population de Gaza.

Tout le monde semble avoir oublié que le Hamas avait déclaré mettre fin aux attaques suicide et aux lancers de roquettes lorsqu'il a décidé de se joindre au processus politique palestinien, et avait pour l'essentiel respecté ses engagements pendant plus d'un an. Bush avait publiquement bien accueilli cette décision, la citant comme un exemple du succès de sa campagne pour la démocratie au Moyen-orient. (Il n'en avait aucun

autre à revendiquer). Quand le Hamas a surpris en gagnant les élections, Israël et les Etats-Unis ont immédiatement cherché à délégitimer le résultat et ont pris le parti de Mahmoud Abbas, le leader du Fatah, qui avait été jusque - là mis écarté par les dirigeants d'Israël qui le traitaient de « volaille plumée ». **Ils ont armé et entraîné ses forces de sécurité pour renverser le Hamas** ; et quand le Hamas a anticipé - brutalement, sans contester - cette tentative de renversement par la violence du résultat de la première élection démocratique honnête au Moyen-Orient, Israël et l'administration Bush ont imposé le blocus.

Israël cherche à contredire ces faits indiscutables en maintenant qu'en retirant les colonies israéliennes de Gaza en 2005, Ariel Sharon a offert au Hamas la chance de prendre le chemin de l'indépendance, une chance qu'il aurait refusé de saisir ; au lieu de cela il aurait transformé Gaza en une base de lancement de missiles sur la population civile d'Israël. L'accusation est doublement mensongère. D'abord, quelque soient ses défauts, le Hamas avait restauré à Gaza, pour la première fois depuis plusieurs années, un niveau de loi et d'ordre inconnu, et y avait réussi sans les grandes sommes d'argent que les donateurs ont fait pleuvoir sur l'Autorité palestinienne menée par le Fatah. Il a éliminé les bandes et les chefs militaires violents qui terrorisaient Gaza sous le règne du Fatah. Les musulmans non pratiquants, les chrétiens et les autres minorités ont une liberté religieuse sous la direction du Hamas plus grande qu'ils ne l'auraient en Arabie Saoudite, par exemple, ou dans beaucoup d'autres régimes arabes.

Le plus grand mensonge est que le retrait de Sharon de Gaza ait été voulu comme un prélude à de plus amples retraits et à un accord de paix.

Voici comment le conseiller principal de Sharon, Dov Weisglass, qui était aussi son négociateur principal avec les Américains, avait décrit le retrait de Gaza, dans un entretien avec le Ha'aretz en août 2004 : L'accord auquel je suis en réalité parvenu avec les Américains était qu'une partie des colonies [c-à-d les principaux blocs de colonies en Cisjordanie] ne ferait pas du tout partie d'éventuelles négociations, et que le reste ne serait traité que lorsque les Palestiniens deviendraient des Finlandais. . .

La signification [de l'accord avec les Etats-Unis] est le **gel du processus politique**. Et quand vous gelez ce processus, vous empêchez l'établissement d'un état palestinien et vous empêchez une discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. **En réalité, la totalité de ce qui est appelé l'état palestinien, avec tout qu'il signifie, a été enlevé de notre programme indéfiniment**. Et tout ceci avec l'autorité et la permission [du Président Bush]. . . Et la ratification des deux Chambres du Congrès.

Les Israéliens et les Américains pensent-ils que les Palestiniens ne lisent pas les journaux israéliens, ou que quand ils ont vu ce qui arrivait en Cisjordanie ils ne pourraient pas déchiffrer ce que Sharon préparait ?

Le gouvernement d'Israël aimerait que le monde croie que le Hamas a lancé ses roquettes Qassam parce que c'est ce que font les terroristes et que le Hamas est un groupe intrinsèquement terroriste. En fait, le Hamas n'est pas plus une « organisation de terreur » (le terme préféré d'Israël) que le mouvement sioniste ne l'a été pendant sa lutte pour une patrie juive. A la fin des années 1930 et dans les années 1940, les partis du mouvement sioniste ont recouru aux activités terroristes pour des raisons stratégiques. Selon Benny Morris, c'est l'Irgoun qui a le premier visé des civils. Il écrit dans son livre *Righteous Victims* qu'une vague de terrorisme arabe en 1937 « a déclenché une vague d'attentats à la bombe contre les foules et les autobus arabes par l'Irgoun, introduisant une nouvelle dimension au conflit ». Il documente aussi des atrocités commises pendant la guerre de 1948-49 par les forces armées israéliennes, admettant dans un entretien de 2004, publié dans le Ha'aretz, que le matériel déclassifié par le Ministère de la Défense d'Israël a montré que « il y avait eu beaucoup plus d'actes de massacre israéliens que je ne l'avais pensé auparavant. . . Dans les mois d'Avril-Mai 1948, il a été donné aux unités du Haganah des ordres d'action qui déclaraient explicitement qu'ils devaient déraciner les villageois, les expulser, et détruire les villages ». Dans un certain nombre de villages et de villes palestiniennes les forces armées israéliennes ont procédé à des exécutions organisées de civils. Interrogé par le Ha'aretz pour savoir s'il condamnait le nettoyage ethnique, Morris a répondu que ce n'était pas le cas : « Il ne pouvait pas y avoir un Etat juif sans le déracinement de 700.000 Palestiniens. Il était donc nécessaire de les déraciner. Il n'y avait d'autre choix que celui d'expulser la population. Il était nécessaire de nettoyer l'arrière-pays et de nettoyer les secteurs frontaliers et de nettoyer les routes principales. Il était nécessaire de nettoyer les villages à partir d'où on faisait feu sur nos convois et nos colonies. »

En d'autres termes, quand les juifs ciblent et tuent des civils innocents pour faire avancer leur lutte nationale, ils sont des patriotes. Quand leurs adversaires le font, ce sont des terroristes.

Il est trop simple de décrire le Hamas simplement comme une « organisation de terreur ». C'est un mouvement nationaliste religieux qui recourt au terrorisme, comme le mouvement sioniste l'a fait pendant sa lutte pour l'indépendance, dans la conviction erronée que c'est le seul moyen de mettre fin à une occupation oppressive et entraîner la formation d'un état palestinien. Alors que l'idéologie du Hamas appelle formellement à établir un état palestinien sur les ruines de l'état d'Israël, ceci ne détermine pas les véritables politiques du Hamas aujourd'hui, pas plus que la même déclaration dans la charte de l'OLP ne déterminait les actions du Fatah. Ce ne sont pas là les conclusions d'un apologiste du Hamas mais les opinions de l'ancien chef du Mossad et conseiller de sécurité nationale de Sharon, Ephraim Halevy. La direction de Hamas a connu un changement « sous notre nez même », écrivait récemment Halevy dans le *Yedioth Ahronoth*, en reconnaissant que « son objectif idéologique n'est pas réalisable et ne le sera pas dans l'avenir prévisible ». Il est maintenant prêt et désireux de voir l'établissement d'un état palestinien dans les frontières temporaires de 1967. Halevy notait alors que le Hamas n'a pas précisé à quel point ces frontières seraient « temporaires », « ils savent qu'à partir du moment où un état palestinien est établi avec leur coopération, ils seront obligés de changer les règles du jeu : ils devront adopter une voie qui pourrait les mener loin de leurs objectifs idéologiques originaux ». Dans un

article précédent, Halevy avait aussi insisté sur l'absurdité qu'il y a à relier le Hamas à al-Qaida. *Aux yeux d'al-Qaida, les membres du Hamas sont perçus comme des hérétiques en raison de leur désir affirmé de participer, même indirectement, aux processus de n'importe quel entente ou accord avec Israël. La déclaration [du chef du bureau politique du Hamas, Khaled] Mashaal contredit diamétralement l'approche d'al-Qaida, et fournit à Israël une occasion, peut-être historique, de l'utiliser pour le mieux.*

Alors pourquoi les dirigeants d'Israël sont si déterminés à détruire le Hamas ?

Parce qu'ils croient que sa direction, contrairement à celle du Fatah, ne peut pas être intimidée pour accepter un accord de paix qui établisse un «Etat» palestinien composé d'entités territorialement déconnectées sur lesquelles Israël pourrait garder un contrôle permanent. Le contrôle de la Cisjordanie a été l'objectif permanent de l'armée, du renseignement et des élites politiques d'Israël depuis la fin de la Guerre des Six-Jours. Ils croient que le Hamas ne permettrait pas un tel cantonnement du territoire palestinien, quelque soit la durée de l'occupation. Ils peuvent avoir tort concernant Abbas et sa cohorte usée, mais ils ont tout à fait raison concernant le Hamas.

Les observateurs moyen-orientaux se demandent si l'assaut d'Israël contre le Hamas arrivera à détruire l'organisation ou à l'expulser de Gaza. Ceci est une question non pertinente. Si Israël a l'intention de garder le contrôle sur la future entité palestinienne, il ne trouvera jamais un partenaire palestinien, et même s'il arrive à démanteler le Hamas, le mouvement sera avec le temps remplacé par une opposition palestinienne bien plus radicale.

Si Barack Obama choisit un émissaire au Moyen-orient qui s'accroche à l'idée que les outsiders ne devraient pas présenter leurs propres propositions pour un accord de paix juste et viable, encourageant ainsi les parties à renforcer leurs différences au lieu de les résoudre, il rend assuré la naissance d'une future résistance palestinienne, de loin plus extrême que celle du Hamas -probablement alliée avec al-Qaida. Pour les Etats-Unis, l'Europe et la plupart du reste du monde, ceci serait la pire issue possible. Peut-être que quelques Israéliens, dont les leaders des colons, croient-ils que cela servirait leurs buts, puisque cela fournirait au gouvernement un prétexte irrésistible pour tenir toute la Palestine. Mais ceci est une illusion qui provoquerait la fin d'Israël en tant qu'état juif et démocratique.

Anthony Cordesman, un des analystes militaires les plus fiables du Moyen-orient, et un ami d'Israël, affirme dans un rapport publié le 9 janvier par le Center for Strategic and International Studies que les avantages tactiques d'une continuation de l'opération à Gaza étaient contrebalancés par le coût stratégique - et n'étaient probablement pas plus grands que n'importe quel gain qu'Israël aurait pu obtenir tôt dans la guerre grâce à des frappes sélectives sur des installations-clées du Hamas. «Israël s'est-il d'une manière ou d'une autre empêtré dans une guerre d'escalade sans un objectif stratégique clair, ou a-t-il au moins un objectif qu'il puisse atteindre de façon crédible» ? s'interroge-t-il. «Israël finira-t-il par renforcer, politiquement, un ennemi qu'il aura battu en termes tactiques ? Les actions d'Israël compromettront-elles sérieusement la position des Etats-Unis dans la région, l'espoir de paix, de même que les régimes et les voix arabes modérés dans le processus ? Pour répondre sans ambages, la réponse jusqu'ici semble être oui». Cordesman conclut que «n'importe quel dirigeant peut adopter une position intransigeante et proclamer que les gains tactiques représentent une victoire significative. Si c'est tout ce que Olmert, Livni et Barak ont pour réponse, alors ils se sont déshonorés et ont porté un coup à leur pays et leurs amis».

Henri Siegman :

Henri Siegman dirige le US Middle East Project, sis à New York. Il est professeur associé à la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres. Par le passé, il a occupé le poste de directeur de l'American Jewish Congress et du Synagogue Council of America.

26 janvier

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2527

Cessez-le-feu compromis à Gaza

L'émissaire US George Mitchell devait s'entretenir jeudi avec le président Abbas des moyens de consolider le cessez-le-feu à Gaza.

M. Abbas, considéré comme un allié de Washington, n'exerce aucun pouvoir à Gaza d'où ses forces ont été chassées par le Hamas en juin 2007.

Abbas demeure cependant le principal interlocuteur de la communauté internationale
.29-01

<http://fr.news.yahoo.com/>

Pas de réconciliation tant que le Fatah détient des membres du Hamas

Discussions sur une réconciliation.

Le Hamas n'y participera pas tant qu'il restera "des détenus (membres du Hamas) en prison", a déclaré Salah el-Bardawil au quotidien égyptien Al-Masri Al-Yom.

"Nous ne nous réunirons pas (avec le Fatah) jusqu'à ce qu'il libère (les prisonniers du Hamas). Quiconque refuse de les libérer ne veut pas de réconciliation", a-t-il affirmé.

Les discussions Hamas-Fatah menées grâce à la médiation de l'Egypte avaient été rompues en novembre, le Hamas ayant boycotté une rencontre au Caire, accusant le Fatah de poursuivre ses arrestations de membres du groupe en Cisjordanie.

"Le Hamas a besoin de garanties de parties tierces. Comment peut-il participer à des discussions pour une réconciliation alors que 650 de nos dirigeants se trouvent dans les prisons d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas)", a dit M. Ahmad..

27.01

<http://www.24heures.ch:80/actu/monde/palestiniens-reconciliation-fatah-detient-membres-hamas-2009-01-27>

1-3 Sur le terrain.

29-01

Le Hamas a critiqué le déploiement d'une frégate française au large du territoire palestinien pour lutter contre la contrebande d'armes, accusant Paris de "renforcer le blocus" imposé à Gaza.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

"Le Hamas refuse les demandes de l'occupation qui insiste sur le retour aux conditions de l'ancienne accalmie, ainsi que la création d'une zone sécuritaire limitrophe de 500 mètres de longueur", a déclaré le dirigeant du Hamas et membre de sa délégation au Caire, Aymen Taha.

CPI

1-4 Les grandes manœuvres.

Imert se dit prêt à évacuer 60.000 colons de Cisjordanie.

Le Premier ministre idémisionnaire Olmert est favorable à l'évacuation de 60.000 colons installés en Cisjordanie dans le cadre d'un plan de paix avec les Palestiniens, a indiqué jeudi le quotidien Yediot Aharonot. lignes de ce plan à moins de deux semaines des élections législatives lors d'un entretien mercredi à Jérusalem avec l'émissaire américain George Mitchell en tournée au Proche-Orient, selon le journal.

"Soixante mille du quart de million des Israéliens vivant dans les territoires (palestiniens) devront changer de lieux d'habitation", a affirmé M. Olmert

Le quotidien souligne que M. Olmert a, pour la première fois, devant M. Mitchell fourni des chiffres sur le nombre des colons qui seraient amenés à être évacués en cas de retrait israélien en Cisjordanie. En septembre, il avait indiqué qu'il était favorable à un retrait "presque total".

M. Olmert préconise une annexion des grands blocs de colonies où vivent la grande majorité des colons. En échange, il propose de transférer au futur Etat palestinien des territoires situés dans le sud d'Israël d'une superficie égale aux secteurs qui seraient annexés.

Il est par ailleurs favorable à un partage de Jérusalem: les quartiers arabes du secteur oriental annexé par Israël passeraient sous contrôle palestinien et les quartiers juifs resteraient sous souveraineté israélienne. Les lieux saints juifs, chrétiens et musulmans passeraient sous l'administration d'une autorité internationale.

29-01

www.lemonde.fr/web/depeches

1-5 Négociations.

29-01

Taha a affirmé que le dossier de Chalit est complètement indépendant des entretiens concernant l'accalmie, car l'occupation doit procéder à la libération des détenus palestiniens déterminés par le Hamas en échange du soldat Gilad Chalit.

journal "Qods presse",

Gaza - *CPI* 29/1

b) Politique Israélienne

Olmert

28-01

En recevant M. Mitchell mercredi, Olmert a lié l'ouverture permanente des points de passage de la bande de Gaza au sort du soldat Gilad Shalit capturé en juin 2006 et détenu par le Hamas.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

Le premier ministre démissionné, Olmert, a précisé à l'émissaire spécial au Proche-Orient, Mitchell, l'importance du retour du pouvoir de l'autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas, à la Bande de Gaza. Un responsable a dit qu'on doit affaiblir le pouvoir du mouvement du Hamas dans la Bande de Gaza après la guerre israélienne contre les habitants de Gaza et renforcer l'autorité d'Abbas pour qu'il retourne à Gaza.

"Olmert a déclaré à Mitchell que l'ouverture totale des passages de la Bande de Gaza doit se faire en échange de la libération du soldat capturé par la résistance palestinienne dans la bande de Gaza, Gilad Chalit, après l'échec de toutes les tentatives politiques et militaires de le libérer", a ajouté le responsable.
CPI

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Israël a employé d'armes microbiennes à Gaza.

IRIB- Selon un ancien officier américain, le régime sioniste a employé, dans son offensive contre la bande de Gaza, d'armes microbiennes. "Au huitième jour de son offensive d'envergure contre Gaza, le régime sioniste a employé des missiles portant des éléments microbiens ou ce qu'on appelle la bombe sale sophistiquée.", a déclaré cet officier américain cité par le journal al-Mesriyoun, qui paraît au Caire. "Le régime sioniste a largué sciemment au jour où le vent soufflait très fort, ces missiles pour que les bactéries soient aussi transférées vers les régions frontalières égyptiennes.", a-t-il dit. Durant les 22 jours d'agression barbare contre Gaza, le régime sioniste a employé aussi des bombes au phosphore à l'encontre des civils.

27-01

http://french.trib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=17895&ac=0&Itemid=9

27-01

Le ministre de la guerre a déclaré aux réservistes que, en dépit d'un coup massif porté au Hamas au cours de l'opération "Plomb durci", la menace d'attaques le long de la frontière était constante, ainsi que d'incidents auxquels "nous nous devons de répondre".

<http://fr.jpost.com/servlet/>

28-01

Le vice-ministre de la guerre Vilnaï : "Il est clair que nous allons réagir, mais il faut faire preuve de patience et nous n'avons aucune intention de dévoiler nos intentions à l'ennemi",
A propos des chefs du Hamas, M. Vilnaï a prévenu qu'il n'y avait "pas lieu de s'inquiéter, le tour de chacun d'entre eux viendra".(...)

(AFP)

28-01

Le ministre des Infrastructures et membre du cabinet du sécurité, Binyamin Ben Eliezer, a pour sa part affirmé à la radio publique que "le prix" avait "changé" pour les tirs de roquettes. Il n'a pas donné de précision sur la nature de ce "prix".

Il a souligné que si les tirs se poursuivaient, les Palestiniens ne pouvaient espérer l'ouverture des points de passage vers Gaza et le début des travaux de réhabilitation de cette région ravagée par l'armée israélienne durant les 22 jours de combats.

"Pour se lancer dans de tels travaux, il faut faire passer du ciment, des tuyaux, toutes sortes de matériaux de construction. Si les dirigeants du Hamas veulent laisser cette région dans l'état où elle est, c'est à eux que les habitants demanderont des comptes", a poursuivi M. Ben Eliezer.

(AFP)

29-01

Un sous-officier israélien a été tué et trois soldats, dont un officier, ont été blessés "lorsqu'un engin explosif a été activé au passage d'une patrouille du côté israélien du mur de la honte de la bande de Gaza", au nord de la localité de Kissoufim. L'officier a été grièvement atteint.

Le ministre israélien de la guerre Barak a affirmé que son pays "riposterait" à cette "attaque sérieuse". Tandis qu'Olmert a promis qu'Israël riposterait durement et que "l'armée préparait sa réponse".

"La réaction de l'armée aujourd'hui était seulement opérationnelle.

Ceci n'est pas la réponse à un soldat mort et trois autres blessés.

La réponse d'Israël doit venir", a déclaré à l'AFP un haut responsable gouvernemental citant M. Olmert.

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

Le vice-ministre de la Défense Matan Vilnaï a prévenu qu'Israël réagirait à la reprise des tirs de roquettes.

"Il est clair que nous allons réagir, mais il faut faire preuve de patience et nous n'avons aucune intention de dévoiler nos intentions à l'ennemi", a-t-il affirmé, en menaçant les chefs du Hamas à Gaza. "Le tour de chacun d'entre eux viendra".

<http://fr.news.yahoo.com/>

2-3 Sur le terrain .

Israël bombarde la frontière de Gaza et prétend se protéger ...

Des appareils israéliens ont bombardé dans la nuit de mardi à mercredi des tunnels présumés reliant le sud de la bande de Gaza à l'Egypte.

Des sources militaires israéliennes et des témoins ont fait état d'une forte explosion causée par le largage d'une bombe ou d'un missile contre la frontière.

L'armée d'occupation israélienne a prétendu que l'attaque contre les tunnels survenait en réponse à celle menée mardi le long de la frontière avec Gaza

et qui avait tué un soldat israélien.

Les tunnels servent, selon "Israël", à faire passer des armes pour la résistance vers Gaza, mais aussi de la nourriture et d'autres matières premières pour contourner le blocus imposé par "Israël" au territoire palestinien depuis 2007

Rappelons que les forces d'occupation israéliennes s'étaient infiltrées mardi à l'est de la ville de Khan younes, au centre de Gaza, puis se sont retirés le soir.

Mardi, deux palestiniens étaient tombés en martyr et plusieurs autres blessés, dont un agriculteur, par les raids israéliens contre la bande de Gaza.

Israël agira "pour se protéger" des attaques de Gaza

Israël "agira pour se protéger", c'est ce qu'a prétendu, ce mercredi, le porte-parole du Premier ministre israélien, Mark Regev quelques heures avant l'arrivée, à Jérusalem occupée, de l'émissaire américain George Mitchell. "Malheureusement, le Hamas contrôle la bande de Gaza et il est directement responsable de tous les tirs hostiles à partir de ce territoire contre Israël", a-t-il dit.

Le cabinet de sécurité israélien se réunissait mercredi matin et devait discuter d'une opération israélienne plus élargie contre la bande de Gaza, selon un haut responsable gouvernemental.

Mercredi 28 Janvier 2009

http://www.alterinfo.net/Israel-bombarde-la-frontiere-de-Gaza-et-pretend-se-protoger_a29108.html?PHPSESSID=103338d48e4ec6134187baa428dfb281

2-4 Les grandes manœuvres...

Israël poursuivra ses "frappes ponctuelles" dans l'enclave

Sur fond de cessez-le-feu qui ne tient qu'à un fil, Israël continuera à mener des frappes ponctuelles visant les activistes palestiniens, notamment contre les membres du Hamas qui contrôle la bande de Gaza, rapporte vendredi le quotidien israélien Haaretz.

Cette décision est intervenue lors de consultations entre les dirigeants politiques et les chefs des structures de force de l'Etat hébreu consacrées aux ripostes à la reprise des tirs de roquettes et aux attaques contre les militaires israéliens.

Selon Israël, le Hamas est entièrement responsable de la terreur provenant de la zone qu'il contrôle, même si ses résistants n'étaient pas directement impliqués dans ces violences.

Cette aggravation de la situation dans la bande de Gaza se produit sur fond de négociations sur une trêve de longue durée entre l'Etat hébreu et le Hamas avec la médiation de l'Égypte.

RIA Novosti -30-01

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Égypte

29-01

Des tractations sont en cours entre Israël et le Hamas sous les auspices de l'Égypte en vue d'une trêve consolidant le cessez-le-feu. Le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Aboul Gheit a affirmé qu'un accord sur une trêve "permanente" pourrait intervenir lors de la première semaine de février.

M. Aboul Gheit a présenté un calendrier possible de sortie de crise pour Gaza, à commencer par cet accord de trêve « permanent » entre les deux belligérants, début février.

Le Caire parrainerait également le coup d'envoi, vers la fin février, d'une réconciliation interpalestinienne. Elle viserait à former un gouvernement d'union nationale principalement entre le Fatah de M. Abbas et le Hamas .

<http://fr.news.yahoo.com/>

<http://www.lesoir.be/actualite/monde/gaza-l-emissaire-us-defend-le-2009-01-28-685886.shtml>

Iran

Le délégué du Hamas en Iran : « le sang versé des enfants de Gaza a renforcé l'unité des musulmans »

Abu Ossama, délégué du Hamas en Iran, a assuré que « la victoire du peuple musulman de Gaza face aux occupants sionistes perçoit la vitalité de la Révolution islamique » et que « le sang versé des enfants de la Bande de Gaza a renforcé l'unité des musulmans dans le monde. »

Abu Ossama, a ajouté : « la victoire de Hassan Nasrollah dans la guerre inégale de 33 jours contre le Liban et le triomphe dans la guerre de 22 jours supporté par le peuple de Gaza sont dus aux soutiens offerts par la République Islamique d'Iran et d'autres musulmans du monde. » « La victoire du peuple musulman de Gaza face à la quatrième meilleure armée du monde, c'est-à-dire celle du régime usurpateur sioniste, est quelque chose qui laisse tout le monde abasourdi » a-t-il poursuivi, rappelant que « la résistance et la patience des

gens et les soutiens du monde islamique ont fait que le régime sioniste soit finalement obligé de décréter un cessez le feu unilatéral. »

Irna 29/1

Liban

30-01

Le secrétaire général du Hezbollah a critiqué la position égyptienne vis-à-vis de la fermeture du terminal de Rafah, affirmant la nécessité d'ouvrir ce passage vital pour les palestiniens afin qu'ils puissent garantir l'acheminement de l'alimentation, des médicaments et des matières de 1ères nécessité, tout en soulignant que la fermeture de terminal est considéré comme l'un des plus grands crimes humanitaires, car il constitue un passage vital pour le peuple palestinien et sa survie.

Sana

30/1

Nasrallah : L'agression contre Gaza vise à mettre fin à la résistance palestinienne

Le secrétaire général de Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a affirmé que l'objectif de l'agression israélienne contre la bande de Gaza est de mettre fin à la résistance palestinienne, à Hamas et aux autres factions palestiniennes pour les soumettre politiquement, psychologiquement et moralement aux conditions israéliennes dans tout nouveau compromis.

Dans une conférence de presse tenue aujourd'hui à l'occasion du jour de la liberté et retransmise par la chaîne al-Manar, Sayyed Nasrallah a affirmé que la fermeté du commandement politique de la résistance et la tenue historique des citoyens de Gaza ont mis en échec toutes les tentatives d'Israël de réaliser ses objectifs et avancé l'image que la résistance est prête à lutter jusqu'à dernière goutte de sang.

Il a, en outre, indiqué que la résistance nationale a réalisé à la date de ce jour l'une des opérations d'échange des prisonniers avec l'ennemi israélien. Il a indiqué que l'anniversaire de la libération des prisonniers est une occasion pour la solidarité avec les prisonniers syriens, palestiniens et arabes qui font face à des conditions dures dans les prisons d'occupation.

M. Nasrallah a aussi affirmé que l'agression Israël se poursuit à Gaza par d'autres formes, de ce fait, il faut entreprendre une action à tous les niveaux pour protéger la direction de la résistance politiquement et populairement afin d'affronter les pressions en direction de l'ouverture des passages, la levée du blocus l'aide aux Palestiniens dans la bande de Gaza pour qu'ils puissent construire leurs habitations détruites sans aucune condition politique préalable.

T. Slimani

Sana 30/1

Turquie

Erdogan quitte la salle après avoir été empêché de répondre à Peres sur Gaza

Le 1er ministre turc, /Recep Tayyip Erdogan/, a quitté la salle des débats sur Gaza après avoir été empêché par celui qui gérait les débats de répondre au président israélien, /Shimon Peres/, indiquant qu'il n'a pas l'intention de revenir à Davos.

"Je ne suis pas un chef de tribu, je suis un chef du gouvernement et j'ai fait ce que je devrais faire", a-t-il proclamé devant les milliers qui étaient venus l'accueillir portant les drapeaux turcs et palestiniens, proclamant leur fierté de l'attitude de leur Premier Ministre et scandant des slogans condamnant Israël et son agression contre Gaza.

M. Erdogan s'était adressé avec fermeté à Peres, critiquant le ton qu'il avait employé "un ton de quelqu'un qui reconnaît sa culpabilité", a-t-il affirmé. "Vous tuez les humains; et je me rappelle des enfants que vous avez tués sur la côte de Gaza. Et en matière de tuerie, vous êtes les mieux placés de la connaître", a-t-il insisté, affirmant qu'il est regrettable qu'on applaudit dans cette salle à la tuerie de tant d'humains.

Sana

30/1

27 janvier

Analyse : SE LEVER ET QUITTER LA SCENE EN PRESENCE DE CRIMINELS DE GUERRE : ERDOGAN L'A FAIT, D'AUTRES PEUVENT LE FAIRE !

Erdogan, le Premier ministre Turc, a remis à sa place Shimon Peres —auquel on va bientôt décerner le Prix Nobel de la Guerre, en lieu et place d'un Prix Nobel de la Paix— au forum de Davos, et a surtout bien fait de quitter les lieux pour ne pas avoir à dîner en compagnie de tous ceux qui n'étaient pas gênés de partager leur soupe avec le criminel de guerre israélien.

"Je ne pense pas que je reviendrai à Davos", a lancé M. Erdogan en quittant l'estrade.

Le dirigeant turc a répondu vertement à un plaidoyer enflammé de M. Peres, assis à côté de lui, justifiant l'intervention israélienne à Gaza

Passant outre le refus de l'animateur, M. Erdogan a pris la parole après M. Peres pour reprocher au public d'avoir applaudi l'intervention du président israélien.

"Je trouve très triste que des gens applaudissent parce que beaucoup de gens sont morts. Je pense qu'ils ont tort d'applaudir des actions qui ont tué des gens", a-t-il dit.

Des applaudissements ont également retenti quand M. Erdogan a quitté la scène du Forum économique mondial (WEF). M. Peres avait auparavant défendu avec véhémence l'intervention armée de son pays dans la bande de Gaza, s'emportant plusieurs fois dans une enceinte peu habituée aux éclats de voix. S'adressant à lui, M. Erdogan a lancé : "je pense que vous devez vous sentir un peu coupable. C'est pourquoi vous avez parlé si fort". "Vous avez tué des gens. Vous êtes des barbares. Je me souviens des enfants qui sont morts sur des plages", a-t-il également dit.

Au cours du débat, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé à Israël "de faire preuve d'un maximum de retenue pour préserver le cessez-le-feu". Pour sa part, le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa s'est abstenu ostensiblement de porter ses regards vers le président israélien pendant toute l'intervention de ce dernier.

Un lecteur nous signale sur la vidéo ci-dessous que lorsque le premier ministre turc s'en va, Amr Moussa lui serre la main et on voit qu'il hésite, il veut le suivre mais un seul geste de Ban Ki-moon (Secrétaire général de l'ONU) et il se rassoit !

Publié le 30-01-2009

http://www.dailymotion.com/video/x870pv_colere-du-president-erdogan-a-davos_news

CAPJPO-EuroPalestine

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Les grandes manœuvres

28-01

L'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, a déclaré qu'il était "capital que le cessez-le-feu se prolonge et se renforce".

M. Mitchell a été reçu par Olmert et par le ministre de la guerre Barak.

http://www.romandie.com/infos/ats/display.asp?page=20090129015806530172019048000_brf003.xml

29-01

Arrivée dans la région du nouvel émissaire américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, pour une première mission d'information, après avoir été investi par le président Barack Obama de tous les pouvoirs nécessaires pour parler en son nom. Sa tournée le mènera notamment en Israël, en Cisjordanie, en Jordanie et en Arabie saoudite.

Obama a expliqué avoir chargé son émissaire de "s'engager de manière vigoureuse et constante pour obtenir de véritables progrès" vers la paix, et pour, "de manière plus immédiate, donner des idées sur la manière de consolider le cessez-le-feu".

<http://fr.news.yahoo.com/>

29-01

L'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, a déclaré qu'il doit être reçu par le président Abbas en Cisjordanie.

Selon des diplomates occidentaux, l'ancien sénateur américain ne rencontrera pas de dirigeants du Hamas...

<http://www.romandie.com/infos/ats/>

2 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Gaza : l'émissaire américain défend le cessez-le-feu

28 janvier

Le nouvel émissaire américain au Moyen-Orient, George Mitchell a commencé sa mission au Caire. Il a estimé d'une « importance cruciale » que le cessez-le-feu à Gaza soit « étendu et consolidé ». Pendant ce temps-là, sur le terrain, la tension renaît.

« Il est d'une importance cruciale que le cessez-le-feu soit étendu et consolidé », a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec le président égyptien Hosni Moubarak.

M. Mitchell, fraîchement nommé par le président américain Barack Obama émissaire pour le Moyen-Orient, est arrivé mardi au Caire, en première étape d'une tournée dans la région et en Europe.

Il a souligné que les Etats-Unis étaient « reconnaissants » à l'égard de M. Moubarak pour le rôle joué par l'Egypte en faveur d'une trêve durable dans la bande de Gaza, entrée en vigueur le 18 janvier après 22 jours d'une opération militaire israélienne.

« Nous appuyons les efforts persistants de l'Egypte » dans ce sens, a encore dit l'émissaire américain qui devait se rendre en Israël après le Caire.

M. Mitchell a affirmé que les Etats-Unis s'étaient « engagés à poursuivre vigoureusement les efforts en faveur de la paix et la stabilité dans la région ».

« La décision du président Obama de m'envoyer en mission dans cette région moins d'une semaine après son Investiture constitue une preuve claire et tangible de cet engagement », a-t-il souligné.

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-alignés (MNA) - Human Rights Watch

Onu

29-01

Le responsable des affaires humanitaires à l'ONU, John Holmes, a appelé mardi Israël à rouvrir sans tarder les points de passage vers la bande de Gaza, pour permettre l'entrée de l'aide internationale à la population durement touchée par 22 jours de guerre.

<http://fr.news.yahoo.com/>

« Cela brise le cœur » : La face horrible de la guerre

Lors d'une visite dans la zone, hier, après l'assaut israélien de 22 jours, le secrétaire général des Nations-Unies, visiblement bouleversé, a dépeint la dévastation de Gaza comme « un déchirement ».

« Je n'ai vu qu'une fraction de la destruction », a déclaré Ban Ki-moon, alors qu'il se tenait debout devant un entrepôt de l'ONU, incendié jeudi dernier par les obus israéliens. « Ceci est choquant et inquiétant. Ce sont des scènes qui brisent le cœur que j'ai vues et je suis profondément affligé par ce que j'ai vu aujourd'hui », a-t-il déclaré.

M. Ban a exigé qu'une enquête complète sur le pilonnage israélien de l'installation de l'UNRWA (l'Agence aux Réfugiés Palestiniens)[1].

Des responsables onusiens disent que cette installation, qui se consumait encore hier, a été visée par des munitions au phosphore blanc qui ne sont pas supposées être utilisées dans les zones fortement peuplées, à cause des blessures faites aux civils. M. Ban a dit que les attaques israéliennes contre les sièges de l'UNRWA et deux écoles de l'ONU à Gaza, dont l'une à tuer 40 palestiniens qui s'y réfugiaient, étaient « scandaleuses ».

M. Ban a déclaré : « Il a été particulièrement troublant et bouleversant pour moi, en tant que secrétaire général, de ne pas avoir pu arrêter cela plus vite ». Il a vivement recommandé à Israël et au Hamas « d'exercer une modération maximale et d'entretenir le cessez-le-feu ».

Amnesty International a déclaré que l'usage répété par Israël de ces munitions, malgré la preuve de leurs effets et des dommages sans distinction contre les civils « est un crime de guerre ».

Source : The Independent, mercredi 21 janvier 2009

<http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/gaza-i-watched-an-israeli-soldier-shoot-dead-my-two-little-girls-1452294.html>

L'ONU lance un appel pour plus de 600 millions de dollars d'aide

L'ONU va lancer auprès de la communauté internationale un appel de fonds de 613 millions de dollars pour venir en aide aux habitants de la bande de Gaza affectés par l'offensive israélienne, a annoncé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

Les fonds, portant sur 9 mois, sont essentiellement destinés à couvrir les besoins alimentaires (153 millions de dollars) des Palestiniens,

l'aide d'urgence (27 millions)

ainsi que des tentes (128 millions).

L'ONU, précise que les attaques israélienne sur la bande de Gaza a fait 1.300 morts et 5.300 blessés, dont 1.855 enfants et 795 femmes.

Par ailleurs, quelque 21.000 maisons ont été détruites ou gravement endommagées, soit 13% des habitations de ce petit territoire surpeuplé.

29-01

<http://fr.news.yahoo.com/>

UNRWA

29-01

La commissaire de l'UNRWA dans la bande de Gaza, Karen Abou Zaïd, a dit que le conseil international de sécurité doit enquêter sur les violations des forces occupantes à la loi internationale pendant leur guerre contre la Bande de Gaza.

Lors d'une réunion du conseil, Abou Zaïd a informé, le mardi dernier 27/1, les 15 membres du conseil de supporter une partie des aides à plus d'un million et demi de palestiniens qui habitent la Bande de Gaza afin qu'ils reprennent leur vie normale.

Elle a dit qu'elle a vu une démolition israélienne programmée contre des écoles, des universités, des bâtiments résidentiels, des usines, des boutiques et des fermes.

CPI

Human Rights Watch

9-01

L'organisation de défense (ndlr : non indépendante) des droits de l'homme Human Rights Watch a appelé de son côté mardi l'ONU à lancer une enquête indépendante sur des allégations de violations du droit international par Israël et le Hamas.

<http://fr.news.yahoo.com/>

OCHA

30-01

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 1,3 million de personnes reçoivent actuellement une aide alimentaire de l'ONU à Gaza. Il souligne par ailleurs que la situation en terme d'eau potable s'est améliorée avec 70% du réseau fonctionnant dans certaines zones. Mais cela ne veut pas dire que tout le monde a de l'eau. Le système de tout à l'égout reste quant à lui endommagé en certains endroits.

Centre d'actualités de l'ONU

2 Europe

6 Ue

Marchand de canons : Le code de conduite de l'UE

L'UE a maintenu un code de conduite sur les exportations d'armes depuis 1998, mais son application est surveillée au niveau des états membres, pas au niveau de Bruxelles, donc si M.Brown voulait soutenir cette procédure, il devra convaincre les 26 autres états membres.

En 2007, 12 millions d'euros en petites armes et en munitions ont été exportés vers Israël par la Bulgarie, l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie et la Grande Bretagne.

De plus, 23 millions d'euros en "armes légères" — ce qui signifie les armes qui ont besoin de deux à trois personnes pour leur utilisation, comme les bombes, les torpilles et des engins explosifs — ont été fournis par la République Tchèque, l'Allemagne, la Roumanie et la Slovaquie.

La Belgique, la France et la Roumanie ont aussi envoyé à Israël pour 18,5 millions d'euros de matériel aéronautique. Paris est responsable pour 10 millions d'euros de cette somme.

Une quatrième et très large catégorie d'armements citée dans le rapport de l'UE regroupe les "équipements électroniques" — comprenant l'électronique spécialement adaptée à l'utilisation militaire, les équipements de navigation et de vision, les systèmes de blocage satellitaire. Ces équipements pour une valeur de 94 millions d'euros ont été exportés par la France (89 millions d'euros) et l'Allemagne (5 millions d'euros).

Les 200 millions d'euros restant tombent dans d'autres catégories mineures, non incluses dans les petites armes, les armes légères, l'aviation et l'électronique.

L'Italie, qui est traditionnellement un grand exportateur d'armes, a seulement fourni à Israël 0.5 millions d'euros d'armes en 2007. L'Espagne, qui est aussi un grand négociant dans ce secteur, a seulement vendu à Tel Aviv pour 4,5 millions d'euros d'armements.

La Suède, un autre grand producteur d'armes européen, comme huit autres états membres de l'UE, n'a rien fourni à l'état hébreu.

Dans tout l'UE, seulement 28 licences d'exportations ont été refusées pour cause de droits de l'Homme, de sécurité interne ou des raisons d'instabilité dans la région.

Kaye Stearman, de l'organisation Campaign Against Arms Trade (la Campagne Contre le Commerce d'Armes) basée en Grande Bretagne, a déclaré à EUobserver que : "Les Nations Unies et des observateurs impartiaux ont constaté comment les actions de l'armée israélienne ont violé le droit humanitaire international".

"Bien que la Consolidated EU and National Arms Export Licensing (Les Licences pour les Exportations d'Armes au niveau National et de l'UE) est supposée évaluer l'impact de la vente d'armes sur la paix régionale, la sécurité et la stabilité, et le dossier des droits de l'Homme du pays, on dirait qu'ils l'ont ignoré en ce qui concerne Israël."

"La Grande Bretagne doit immédiatement cesser de vendre des armes, y compris des pièces détachées, à Israël, et aussi arrêter d'acheter des armes des entreprises israéliennes — ces armes qui ont été 'testées' dans les 'laboratoires' que sont les Territoires Occupés".

Leigh Philipps :

EUobserver

25 janvier

2 France

Enlèvement d'un étudiant Palestinien par les nervis de « Génération Palestine » à Paris

Samedi 24 Janvier 2009, à la fin de la manifestation, les services de sécurité spéciaux de « Jeunes d'Europe pour le Droit, la Paix et la Solidarité », (JEDPS) ont enlevé un étudiant palestinien. JEDPS est une association franco-magrébine qui se présente au public sous le nom de « Génération Palestine ».

Alors que l'étudiant essayait de rentrer chez lui non sans peine, car les CRS avaient fermé toutes les rues, soudain, les services du JEDPS l'ont enlevé. Malgré que l'étudiant palestinien se soit efforcé de leur parler logiquement et intelligemment, ils l'ont couvert d'insultes, menacé, traité de « traître », ceci parce qu'il dénonce la corruption ! Ils l'ont libéré après une trentaine de minutes.

Leigh Philipps : La France premier marchand de canons européen au profit d'Israël

L'UE ne se contente pas de soutenir politiquement, économiquement et diplomatiquement l'état raciste et colonialiste israélien, mais elle lui vend technologie et armes à profusion, avec une mention spéciale pour la France qui occupe au niveau international la seconde place. Il est vrai que pour nos fabricants et marchands de canons nationaux, les Territoires Palestiniens sous Occupation constituent, en plus d'une régulière opportunité de marchés juteux, un laboratoire expérimental "in vivo" pour leur industrie de mort.

Le bout de la chaîne de cette industrie mortifère, c'est Mohammed Kutkut pleurant au souvenir de son ami et compagnon d'école Ahed Qadda (au nom inscrit à la place devenue vide) assassiné à Jabalya par l'armée israélienne - Photo : AP/Anja Niedringhaus

Les chiffres récents publiés par Bruxelles ont révélé que les états membres de l'Union Européenne avaient autorisé l'exportation de 200 millions d'euros d'armes à Israël en 2007 ; la France est de loin en tête et est le plus grand fournisseur européen d'armes à l'état hébreu.

Selon le rapport de l'UE sur les licences d'exportations d'armes, publié en décembre 2007 pour l'année 2007 et en réunifiant les comptes que les états membres doivent soumettre tout les ans, 18 états membres ont autorisé un total de 1018 licences vers Israël pour un total de 199 409 348 d'euros.

L'EUobserver est en mesure de révéler que la France, l'Allemagne et la Roumanie sont les trois plus grands exportateurs. La France a donné des licences d'exportations pour 126 millions d'Euros, l'Allemagne en a autorisé pour 28 millions d'euros et la Roumanie pour 17 millions.

C'est en réponse aux appels lancés par les politiciens de l'opposition pour que la Grande Bretagne arrête ses exportations d'armes vers Israël et encourage les autres membres de l'UE à faire de même, qu'un porte-parole pour le ministère britannique des affaires étrangères a déclaré : "Nous n'approuvons aucune exportation qui se rapporte à la défense si nous jugeons qu'il y a un risque que [les armes exportées] soient utilisées pour une agression externe ou une répression interne".

"Nous refusons systématiquement les licences d'exportations quand nous croyons qu'il y a un risque de ce genre. Toute application au profit d'Israël est considérée sur ces critères."

Leigh Philipps :

UEObserver

25 janvier

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5953

5 Médias/Vidéos

5 Vidéo

5-1 Une enfant rescapée de Zeitoun témoigne.

<http://www.dailymotion.com/video/k1OjSg3rLxk92oVIKp>

5-2 Alymana Bathily : Guerre contre le Hamas et contre...l'information.

Interpellée par un auditeur qui demandait pourquoi Radio France Internationale n'avait toujours pas diffusé de reportage en direct de Gaza près de trois semaines après le début de l'offensive militaire israélienne, le Médiateur de la Radio Mondiale expliquait qu'Israël avait interdit à ses journalistes comme à ceux de tous les organes de presse du monde l'accès à l'enclave palestinienne.

En effet, deux mois avant le déclenchement de la guerre, le gouvernement israélien décrétait que les deux points de passages entre Israël et la Bande de Gaza (Kerem Shalom et Karni) demeureraient fermés aux journalistes.

L'Association de la Presse Etrangère dénonça « cette interdiction d'accès sans précédent de la presse internationale à Gaza qui constitue une violation grave de la liberté de presse et range l'Etat d'Israël dans la catégorie des Etats qui empêchent régulièrement aux journalistes de faire leur travail ».

Elle porta même l'affaire devant la Cour Suprême du pays mais ne put obtenir plus qu'un engagement de l'armée à permettre que de petits groupes de journalistes puissent éventuellement être admis à l'intérieur de l'enclave palestinienne chaque fois qu'elle jugera que la situation sécuritaire le permettait.

Pendant toute la guerre le champ de bataille est demeuré interdit aux médias internationaux dont les correspondants sont restés cantonnés à la frontière, si ce n'est à Jérusalem, réduits à transmettre à leurs rédactions les « briefings » de l'état majeur israélien et les compte rendus de leurs homologues palestiniens résidants de Gaza.

Le cantonnement des journalistes hors du champ de bataille constituait en fait un élément essentiel de la stratégie militaire et politique israélienne qui ne visait rien moins qu'à détruire le régime du Hamas, après avoir liquidé son personnel militaire et politique, détruit son infrastructure administrative et discrédité son autorité. Mme Tipi Livi, la ministre des Affaires Etrangères d'Israël et l'un des trois principaux candidats au poste de Premier Ministre, déclarait en effet à ce propos au plus fort de l'offensive de son armée :

« Les Palestiniens doivent comprendre qu'Israël ne peut partager la vision de deux états pour deux peuples et la mettre effectivement en œuvre qu'avec ceux qui acceptent cette vision, qui acceptent l'existence d'Israël, renoncent à la violence et au terrorisme.... Hamas ne représente pas les aspirations nationales des Palestiniens.... ».

IL s'agissait donc bien avec l'offensive « Plomb Durci » calquée sur le modèle de l'opération « Choc et Effroi » qui a préparé l'invasion américaine de l'Irak en 2003, à défaut d'obtenir une capitulation inconditionnelle du Hamas, de provoquer la désaffection des populations palestiniennes démoralisées à son endroit.

Pour atteindre cet objectif, les stratèges israéliens ont convenu d'éviter l'accès des journalistes sur le champ de bataille qui selon une commission d'enquête gouvernementale est à la base de la quasi défaite de Tshal face au Hezbollah libanais en 2006.

Natchman Shai, un ancien porte parole de l'armée israélienne confiait ainsi récemment au New York Times :

« Les médias étaient partout. Leurs caméras et magnétophones enregistraient les discussions des officiers (israéliens), les gens s'exprimaient à chaud et en direct à la télévision. Cela a aidé l'ennemi, semé la confusion et déstabilisé notre opinion nationale. Maintenant Israël veut contrôler l'information beaucoup plus strictement »

En outre, les commentaires des journalistes sur les opérations militaires, les images de télévision sur les morts et la destruction du Liban auraient ému l'opinion publique en Israël et dans le monde entier provoquant l'imposition d'un cessez le feu par la « communauté internationale » alors que les objectifs militaires et politiques d'Israël n'étaient pas atteints.

Le contrôle de l'information dans la guerre contre le Hamas s'imposait d'autant plus selon les responsables politiques et militaires d'Israël qu'ils estimaient que les journalistes occidentaux étaient particulièrement sensibles à la censure si ce n'est à la propagande de l'ennemi palestinien.

M. Daniel Seaman, le Directeur du Bureau de Presse du Gouvernement d'Israël déclarait ainsi récemment :

« ...Tout journaliste qui entre à Gaza devient une feuille de vigne ou une façade de l'organisation terroriste du Hamas et il n'y a aucune raison pour que je facilite cela ».

En outre, pour contrôler et orienter l'opinion publique à l'intérieur et sur le plan international, le Ministère de la Défense d'Israël a mis en place un impressionnant service de presse et de relations publiques mettant à jour heure par heure les sites web du gouvernement et produit communiqués, briefings, podcasts et vidéos sur Facebook, YouTube et autres « sites sociaux ».

Le Directeur Général Adjoint chargé des médias au Ministère des Affaires Etrangères, M.Aviv Shir-On indiquait à ce propos au New York Times : « Nous nous efforçons de coordonner tout ce qui a trait à l'image et au contenu de ce que nous faisons et de nous assurer que quiconque est face sur les ondes, que ce soit un ministre, un professeur ou un ancien ambassadeur, sait de quoi il parle...nous avons des points précis (talking points) à mettre en avant et nous y tenons ».

Cette « stratégie de communication » du gouvernement israélien a été payante en Israel même.

Selon un sondage effectué deux semaines après le début de la guerre, 82% des Israéliens Juifs la déclaraient justifiée et défendaient l'interdiction faite à la presse étrangère d'accéder à Gaza (les citoyens Arabes représentent 20% de la population totale d'Israel).

Les grands journaux , le Yeddiot Aharonot, le quotidien le plus vendu en Israël et le Jérusalem Post, l'influent quotidien en langue anglaise, s'en prenaient ouvertement à la « presse internationale » et exaltaient sans retenue la guerre contre le Hamas.

Mais l'opinion publique internationale n'a pas été autant influencée par le contrôle de l'information sur la guerre exercée par le gouvernement israélien.

Les médias internationaux ont su contourner l'interdiction d'accès de leurs journalistes à Gaza, grâce à leurs correspondants palestiniens, ils ont pu rendre compte à chaud des événements, heure après heure.

La radio, la télévision et les médias en ligne du Hamas ont continué à fonctionner malgré les bombardements ciblés.

Les télévisions arabes et notamment Al Jazeera qui dispose à Gaza de deux équipes complètes de journalistes y résidant, ont couvert quotidiennement le conflit en direct dans des éditions arabes et en anglais.

Ainsi les auditeurs de radio et les téléspectateurs du monde entier ont pu suivre jour après jour le décompte macabre des victimes et apprendre qu'à la fin de l'expédition de Tsahal, plus de 1.300 habitants de Gaza auront été tués dont près de 40 % de civils selon des sources palestiniennes (25% selon les sources israéliennes).

Les journalistes ont pu montrer la disproportion entre les forces de guérillas du Hamas et la puissance des forces armées israéliennes, rendre compte du bombardement d'une école placée sous le contrôle de l'ONU et qui servait de refuge à des populations civiles et dénoncer l'usage aveugle de bombes à phosphore blanc. La « communauté internationale » ne pouvait rester longtemps insensible à ces révélations qui ont suscité des manifestations publiques de colères à travers le monde entier.

Aussi l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa session spéciale du 15 janvier 2008 accusa Israël de violation de la loi internationale pour « usage disproportionné de la force ».

« Les violations du droit international commises lors de l'attaque de Gaza ont été dûment notées : punition collective, usage disproportionné de la force et attaque de cibles civiles dont des maisons, des mosquées, des universités et des écoles » indique la résolution de l'Assemblée Générale.

C'est au moins en partie du fait de ces manifestations de l'opinion publique internationale qu'Israël décidait enfin le 18 janvier d'un cessez le feu unilatéral.

La guerre d'Israel contre la liberté d'information aura donc échoué...

Alymana Bathily

Les citations et statistiques de cet article sont issues des articles du correspondant du New York Times Ethan Bronner publiées entre le 6 et le 20 janvier 2008.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article16239>

5-3 Si Abou al-Aish n'existait pas, il faudrait l'inventer.

C'est terrible à dire mais la mort télévisuelle semée dans la famille du Dr Az a-Din Abou al-Aish était précisément ce qui manquait aux médias israéliens tout au long de l'offensive contre Gaza.

Cette histoire comporte tous les éléments nécessaires pour convaincre des Israéliens qu'il s'agit d'une victime, d'un homme droit dont nos soldats ont détruit la vie, en poussant sur un bouton.

Le docteur al-Aish connaît l'hébreu, travaille en Israël, a mené une recherche sur l'impact de la guerre sur les enfants de Sderot, est opposé au Hamas, et a beaucoup d'amis juifs qui pourraient en témoigner. « *Je dirais presque un Palestinien sioniste* », a dit [le journaliste israélien] Gabi Gazit. Si l'on ajoute dans le chaudron l'émission en direct, bouleversante, sur [la chaîne de télévision israélienne] Canal 10 et la ténacité avec laquelle Shlomi Eldar est resté de longues minutes dans le studio, à faire entendre la communication téléphonique, on a la première image vraie de la souffrance palestinienne qui soit parvenue à secouer la population [juive] israélienne. D'un coup, une foule de gens se sont mis à s'envoyer les uns les autres le lien horrifiant et, pour la première fois dans les réactions aux articles en ligne, on a enregistré un écart significatif par rapport au typique « *ils l'ont bien mérité, il faut leur rentrer dedans* ».

La tragédie d'Abou al-Aish est énorme et ses amis ont raison de parler de lui comme d'un « *Job moderne* ». Mais il est difficile d'échapper à la question lancinante : pourquoi seulement lui ? Pourquoi 300 enfants morts parmi les 1300 tués n'ont pas ébranlé les [juifs] israéliens ? Pourquoi les nouvelles versions de Kfar Cana n'ont-elles embarrassé personne ?

« *al-Aish* », en arabe, c'est « *le vivant* ». « *Abou al-Aish* », c'est « *le père du vivant* ». Le père de tout vivant, c'est Adam, l'Homme. Et Abou al-Aish est bien tout Homme et plus précisément : tout homme palestinien dans le Gaza d'aujourd'hui. Des dizaines d'autres personnes ont été tuées hier à Gaza. Qui sont-ils ? Quels sont leurs noms ? Quelle est leur histoire ? Est-il moins important d'en entendre parler parce qu'ils ne s'expriment pas en hébreu ? Le sort de l'ouvrier agricole qui travaillait en Israël et dont le permis de travail a été supprimé quand on a commencé à faire venir des Thaïlandais meilleurs marché, ne nous intéresse pas ? Et qu'en est-il si un des jeunes gens qui ont été tués ne pensait guère aux enfants de Sderot mais avait organisé une équipe de football pour canaliser la frustration et le désespoir de ses copains ? Et les mères dont la Croix Rouge a trouvé les corps, dans une maison, à côté de leurs enfants en pleurs, leur mort était-elle justifiée parce que peut-être, juste peut-être, elles avaient voté en faveur du Hamas aux élections démocratiques qu'Israël a tant insisté à voir s'organiser ?

Nous n'avons rien entendu de tout cela, ni de centaines d'autres cas, au cours de l'opération. Ce n'était rien de plus que des chiffres fournis, en alternance, par le porte-parole de l'armée israélienne et l'UNRWA. C'est comme ça que nous n'avons pas eu de comptes-rendus de chaque explosion, chaque immeuble détruit, chaque heure sans électricité ou sans eau à Gaza. C'est comme ça aussi que nous avons pu rappeler huit années de roquettes Qassam mais, dans le même temps, parler de huit années de « *retenue* », et oublier que cinq de ces années étaient des années d'occupation directe – après plus de trente autres – et que trois de ces huit années ont été des années d'un blocus asphyxiant. Et de nouveau, nous oublions le nombre incalculable d'opérations militaires qui ont précédé celle-ci, comme « *Pluies d'été* » ou encore celle qui a obtenu le prix du meilleur nom pour une opération militaire : « *Peut-être cette fois* ».

Et c'est là, en fin de compte, la nature véritable du processus de séparation qu'Israël fait avancer, une séparation qui ne voit certains êtres humains et pas d'autres, et qui sait pardonner et oublier les tueries en gros de certains civils et ne pas comprendre la mort d'autres. C'est l'essence du racisme. Le Dr al-Aish espère que la mort de ses filles amènera la paix ? Entre-temps, un cessez-le-feu a été proclamé. Tout le monde estime

qu'il n'est que temporaire, jusqu'au prochain round. Mais si toutes les gamines palestiniennes qui seront tuées à partir de maintenant pouvaient avoir un nom et une histoire dans les médias israéliens, on pourrait espérer pouvoir empêcher le round suivant et que la prière de ce père endeuillé se réalise.

Hagai Matar

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Haokets, 21 janvier 2009

ww.haokets.org

5-4 Henry Siegman : Les mensonges d'Israël.

Les gouvernements occidentaux et la plupart des médias occidentaux ont accepté un certain nombre d'affirmations avancées par Israël pour justifier l'offensive militaire contre Gaza : que le Hamas a constamment violé puis refusé de prolonger la trêve de six mois qu'Israël observait ; qu'Israël n'avait dès lors pas d'autre choix que de détruire la capacité du Hamas de lancer des missiles sur des villes israéliennes ; que le Hamas est une organisation terroriste faisant partie d'un réseau mondial jihadiste ; et qu'Israël n'a pas seulement agi pour sa propre défense mais au nom d'une lutte internationale menée par les démocraties occidentales contre ce réseau.

Je n'ai pas connaissance qu'un quelconque des grands journaux américains, ou station de radio ou chaîne de télévision, ait, dans sa couverture de l'attaque contre Gaza, remis en question cette version des événements. Au lieu de quoi, la critique des actions d'Israël, s'il y en a eu (et il n'en est venue aucune de l'administration Bush), s'est centrée sur la question de savoir si le carnage opéré par l'armée israélienne était proportionné à la menace qu'elle cherchait à contrer, et si elle prenait des mesures adéquates afin d'éviter de faire des victimes civiles.

La pacification du Proche-Orient a été recouverte d'euphémismes trompeurs. Permettez-moi dès lors de déclarer sans détour que chacune de ces affirmations est un mensonge. C'est Israël, et non pas le Hamas, qui a violé la trêve : le Hamas s'était engagé à arrêter les tirs de roquettes sur Israël ; en échange, Israël devait relâcher l'étranglement de Gaza. En réalité, durant la trêve, il l'a resserré davantage. Ceci a été confirmée non seulement par tous les observateurs neutres et ONG présents sur place mais encore par le brigadier général de réserve Shmouel Zakai, un ancien commandant de la Division Gaza de l'armée israélienne. Dans une interview accordée à *Haaretz* le 22 décembre, il accusait le gouvernement israélien d'avoir commis une « erreur centrale » durant la *tahdiyeh*, la période de six mois de trêve relative, en « ne tirant pas avantage de l'accalmie pour améliorer la situation de misère économique des Palestiniens de la Bande de Gaza, mais au contraire l'aggravant nettement... Lorsque vous créez une *tahdiyeh* et que la pression économique sur la Bande de Gaza est maintenue », disait le général Zakai, « il est évident que le Hamas cherchera à obtenir une *tahdiyeh* améliorée et que leur chemin pour y arriver consiste à reprendre les tirs de Qassam... Vous ne pouvez pas juste flanquer des coups, laisser les Palestiniens de Gaza dans la détresse économique où ils sont, et espérer que le Hamas restera assis à ne rien faire. »

La trêve, qui a débuté en juin de l'an dernier et qui devait être renouvelée en décembre, exigeait des deux parties de s'abstenir de toute action violente contre l'autre. Le Hamas devait cesser ses attaques à la roquette et prévenir le tir de roquettes par d'autres groupes comme le Jihad Islamique (même les services de renseignement israélien ont reconnu que cela avait été mis en œuvre avec une surprenante efficacité), et Israël devait mettre un terme à ses assassinats ciblés et à ses incursions militaires. Cet accord a été gravement violé le 4 novembre, lorsque l'armée israélienne est entrée à Gaza et y a tué six membres du Hamas. Le Hamas avait riposté en lançant des roquettes Qassam et des missiles Grad, tout en offrant néanmoins de prolonger la trêve, avec pour seule condition qu'Israël arrête le blocus. Israël a refusé. Israël aurait pu remplir son obligation de protéger ses citoyens en acceptant de relâcher le blocus, mais il n'a pas même essayé. On ne peut pas dire qu'Israël a lancé son attaque pour protéger ses citoyens contre les roquettes. Il l'a fait pour protéger son droit de poursuivre l'étranglement de la population de Gaza.

Tout le monde semble avoir oublié que le Hamas a déclaré une fin des attentats-suicides et des tirs de roquettes lorsqu'il a pris la décision de rejoindre le processus politique palestinien, et qu'il s'y est largement tenu pendant plus d'un an. Bush avait publiquement fait bon accueil à cette décision, la citant comme un exemple de succès de sa campagne en faveur de la démocratie au Proche-Orient. (Il n'avait aucun autre succès à relever) Lorsque le Hamas, d'une façon inattendue, a gagné les élections, Israël et les Etats-Unis ont cherché à délégitimer les résultats et embrassé Mahmoud Abbas, le dirigeant du Fatah, qui jusque là n'avait pas été pris au sérieux par les dirigeants israéliens qui le tenaient pour un « poulet plumé ». Ils ont armé et entraîné ses forces de sécurité afin de renverser le Hamas ; et lorsque le Hamas a – brutalement, certes – prévenu cette tentative violente de renverser les résultats des premières élections démocratiques honnêtes du Proche-Orient moderne, Israël et l'administration Bush ont imposé le blocus.

Israël cherche à contrer ces faits indiscutables par l'affirmation qu'en retirant les colonies israéliennes de Gaza en 2005, Ariel Sharon avait donné au Hamas l'occasion de se mettre en route vers la création d'un Etat, une occasion qu'il a refusé de saisir ; au lieu de quoi, il a transformé Gaza en aire de lancement pour des tirs de missiles visant la population civile d'Israël. L'accusation est fautive à double titre. D'abord, le Hamas, malgré tous ses défauts, a apporté à Gaza un niveau d'ordre et de respect de la loi inconnu ces dernières années, et il l'a fait sans les sommes d'argent énormes que les donateurs faisaient pleuvoir sur l'Autorité Palestinienne sous la direction du Fatah. Il a éliminé les gangs violents et les seigneurs de la guerre qui terrorisaient Gaza sous le

pouvoir du Fatah. Les musulmans non observants, les chrétiens et autres minorités jouissent de davantage de liberté religieuse sous le pouvoir du Hamas qu'ils n'en auraient en Arabie Saoudite, par exemple, ou sous bien d'autres régimes arabes.

L'autre mensonge, plus grand, c'est que le retrait de Gaza voulu par Sharon aurait été conçu comme un prélude à d'autres retraits et à un accord de paix. Voici comment le principal conseiller de Sharon, Dov Weisglass, qui fut aussi son chef de négociation avec les Américains, décrivait le retrait de Gaza, dans une interview à *Haaretz*, en août 2004 :

« Ce sur quoi je me suis effectivement mis d'accord avec les Américains, c'était qu'une partie des colonies [càd les principaux blocs de colonies de Cisjordanie] ne ferait l'objet d'aucune discussion, et que le reste ne ferait pas l'objet de discussion avant que les Palestiniens ne soient devenus des Finlandais... La signification [de l'accord avec les Etats-Unis], c'est le gel du processus politique. Et lorsque vous gelez ce processus, vous empêchez l'établissement d'un Etat palestinien et vous empêchez une discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. En réalité, l'ensemble de cette proposition qu'on appelle l'Etat palestinien, avec tout ce que ça comporte, a été retiré de notre agenda, indéfiniment. Et tout ça, sous l'autorité et avec la permission du [Président Bush]... et la ratification des deux chambres du Congrès. »

Les Israéliens et les Américains pensent-ils que les Palestiniens ne lisent pas Les journaux israéliens ou que lorsqu'ils ont vu ce qui se passait en Cisjordanie, ils ne pouvaient pas se figurer ce que Sharon manigançait ? Le gouvernement israélien aimerait que le monde croie que le Hamas a lancé ses roquettes Qassam parce que c'est ce que font des terroristes et que le Hamas est par essence un groupe terroriste. En réalité, le Hamas n'est pas plus une « *organisation terroriste* » (expression favorite d'Israël) que le mouvement sioniste durant sa lutte pour une patrie juive. A la fin des années 30 et 40, des groupes au sein du mouvement sioniste ont eu recours à des activités terroristes pour des raisons stratégiques. Selon Benny Morris, c'est l'Irgoun qui, le premier, a pris pour cible des civils. Il écrit dans *Righteous Victims* ["Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste", éd. Complexe], qu'un regain du terrorisme arabe en 1937 a « *déclenché une vague d'attaques à la bombe contre des foules arabes et des bus, introduisant ainsi une nouvelle dimension au conflit* ». Il rapporte, sur base de documents, des atrocités commises par l'armée israélienne durant la guerre de 1948-49, reconnaissant dans une interview de 2004 publiée dans *Haaretz*, que des documents livrés par le Ministère israélien de la Défense montraient qu' « *il y a eu beaucoup plus de massacres commis par des Israéliens que je ne l'avais pensé au départ... Dans les mois d'avril-mai 1948, des unités de la Haganah ont reçu des ordres opérationnels disant explicitement qu'ils devaient déraciner les villageois, les expulser et détruire les villages eux-mêmes.* » Dans un certain nombre de villages palestiniens et de villes palestiniennes, l'armée israélienne a procédé à des exécutions organisées de civils. Quand *Haaretz* lui a demandé s'il condamnait le nettoyage ethnique, Benny Morris avait répondu que non :

« Il n'y aurait pas d'Etat juif sans le déracinement de ces 700.000 Palestiniens. C'est pour ça qu'il fallait les déraciner. Il n'y avait pas d'alternative à l'expulsion de cette population. Il était nécessaire de nettoyer l'arrière, de nettoyer les zones de frontière et de nettoyer les principaux axes routiers. Il était nécessaire de nettoyer les villages d'où ils tiraient sur nos convois et sur nos localités. »

En d'autres termes, lorsque des Juifs prennent pour cibles et tuent des civils innocents pour faire avancer leur lutte nationale, ce sont des patriotes. Lorsque leurs adversaires le font, ce sont des terroristes.

Il est trop facile de décrire le Hamas simplement comme une « *organisation terroriste* ». C'est un mouvement nationaliste religieux qui recourt au terrorisme, comme le mouvement sioniste l'a fait durant sa lutte pour un Etat, avec la croyance erronée que c'est le seul moyen de mettre fin à une occupation étouffante et d'amener un Etat palestinien. Alors que l'idéologie du Hamas appelle officiellement à l'établissement de cet Etat sur les ruines de l'Etat d'Israël, ceci ne détermine pas davantage la véritable politique du Hamas aujourd'hui que la même déclaration dans la charte de l'OLP ne déterminait les actions du Fatah.

Ce ne sont pas là les conclusions d'un apologiste du Hamas mais l'opinion de l'ancien chef du Mossad et conseiller à la sécurité nationale de Sharon, Ephraïm Halevy. Le leadership du Hamas est passé par un changement « *juste sous notre nez* », écrivait récemment Halevy dans le *Yediot Aharonot*, en reconnaissant que « *sa visée idéologique n'est pas atteignable et ne le sera pas dans un avenir prévisible* ». Il est maintenant prêt et désireux de voir l'établissement d'un Etat palestinien à l'intérieur des frontières provisoires de 1967. Halevy relevait qu'alors que le Hamas n'a pas dit jusqu'à quel point ces frontières seraient « *provisoires* », « *ils savent qu'à partir du moment où un Etat palestinien sera établi avec leur coopération, ils seront obligés de changer les règles du jeu : ils devront adopter un chemin pouvant les mener loin de leurs visées idéologiques de départ.* » Dans un article plus ancien, Halevy signalait également l'absurdité qu'il y avait à relier le Hamas à al-Qaïda.

« Les membres du Hamas sont perçus par al-Qaïda comme des hérétiques du fait de leur souhait déclaré de participer, même indirectement, à des processus d'entendements ou d'accords quelconques avec Israël. La déclaration faite par [le chef du bureau politique du Hamas, Khaled] Meshal est en contradiction totale avec l'approche d'al-Qaïda, et fournit à Israël une opportunité, peut-être historique, d'en jouer pour le meilleur. »

Pourquoi alors les dirigeants d'Israël sont-ils aussi déterminés à détruire le Hamas ? Parce qu'ils croient que son leadership, contrairement à celui du Fatah, ne peut être contraint à accepter un accord de paix établissant un « *Etat* » palestinien fait d'entités territoriales coupées les unes des autres et sur lesquelles Israël pourrait conserver un contrôle permanent. Le contrôle de la Cisjordanie a été l'objectif constant de l'armée, des services de renseignement et des élites politiques d'Israël depuis la fin de la guerre des Six Jours. (1) Ils croient que le Hamas ne permettrait pas une telle réduction en cantons du territoire palestinien, quelle que

puisse être encore la durée de l'occupation. Il se peut qu'ils se trompent au sujet de Mahmoud Abbas et de ses cohortes à la retraite, mais ils ont entièrement raison au sujet du Hamas.

Des observateurs du Proche-Orient se demandent si l'offensive d'Israël contre le Hamas réussira à détruire l'organisation ou à la chasser de Gaza. La question est hors de propos. Si Israël projette de garder le contrôle de toute entité palestinienne à venir, il ne trouvera jamais de partenaire palestinien, et même s'il parvient à démanteler le Hamas, le mouvement finira par être remplacé par une opposition palestinienne beaucoup plus radicale.

Si Barack Obama choisit comme émissaire au Proche-Orient un vieux routier qui reste attaché à l'idée que des outsiders ne devraient pas présenter leurs propres propositions d'accord de paix juste et viable, moins encore de presser les parties à les accepter, mais au contraire les laisser régler leurs différends, il garantira une future résistance palestinienne bien plus extrême que le Hamas – et susceptible de s'allier à al-Qaïda. Pour les Etats-Unis, l'Europe et la plus grande partie du reste du monde, ce serait le pire résultat possible. Peut-être certains Israéliens, y compris le leadership des colons, croient-ils que cela servirait leurs objectifs, dans la mesure où cela fournirait au gouvernement un prétexte convaincant pour se cramponner à toute la Palestine. Mais c'est une illusion qui conduirait à la fin d'Israël comme Etat juif et démocratique [sic].

Anthony Cordesman, un des analystes militaires du Proche-Orient les plus fiables, et ami d'Israël, soutenait, dans un rapport daté du 9 janvier pour le Center for Strategic and International Studies, que les avantages tactiques d'une poursuite de l'opération à Gaza étaient contrebalancés par le coût stratégique – et n'étaient probablement pas plus grands que les gains qu'Israël peut avoir obtenus au tout début de la guerre, dans les attaques sélectives sur des installations du Hamas. « *Israël s'est-il embarqué dans une guerre en escalade continue sans objectif stratégique clair, ou au moins un objectif dont la réalisation fût crédible ?* », demande-t-il. « *Israël finira-t-il par conférer du pouvoir, en termes politiques, à un ennemi qu'il a défait sur le plan tactique ? Les actions d'Israël porteront-elles gravement atteinte à la position des Etats-Unis dans la région, à tout espoir de paix, aussi bien qu'aux régimes et aux voix arabes modérés dans le processus ? Pour le dire brutalement, et à ce jour, la réponse semble être oui.* » Cordesman conclut en disant que « *n'importe quel leader peut adopter une position ferme et déclarer que des gains tactiques constituent une victoire significative. Si c'est tout ce qu'Olmert, Livni et Barak ont pour réponse, alors ils se sont couverts de honte et ont fait tort à leur pays et à leurs amis.* »

(1) Voir mon article « [The Great Middle East Peace Process Scam](#) », dans la LRB du 16 août 2007 [en anglais]

Henry Siegman

Henry Siegman, directeur du US Middle East Project à New York, est professeur invité au SOAS de l'Université de Londres. Il a été le directeur national du American Jewish Congress et du Synagogue Council of America

[London Review of Books, 15 janvier 2009](#)

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

www.lrb.co.uk/v31/n02/sieg01.html

5-5 Patrick Cockburn : En Israël, le détachement de la réalité est à présent la norme.

Quelque chose aurait changé, tant d'années après Sabra et Chatila ?

Je regardais le superbe dessin animé documentaire « Valse avec Bachir » au sujet de l'invasion israélienne du Liban en 1982. Le film atteint son paroxysme avec le massacre d'environ 1700 Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila au sud de Beyrouth. L'armée israélienne avait introduit les milices chrétiennes dans les camps et se tenait aux premières loges pour suivre la boucherie.

A quelques minutes de la fin, le film passe du dessin animé à des actualités brutales dans lesquelles des femmes palestiniennes hurlent de chagrin et d'horreur quand elles découvrent les corps criblés de balles de leurs proches. Et juste derrière les femmes, je suis avec un petit groupe de journalistes qui étaient arrivés au camp peu après la fin de la tuerie.

Le film raconte l'histoire de son réalisateur, Ari Follman, qui savait qu'il avait été à Sabra et Chatila en soldat israélien et il essaie de découvrir pourquoi il a refoulé tout souvenir de ce qui lui est arrivé et le degré de complicité israélienne dans le massacre.

En sortant du cinéma, je me suis rendu compte que moi aussi j'avais refoulé mes souvenirs de cette horrible journée. Je n'ai même pas retrouvé de coupure de presse de l'article que j'avais écrit à ce sujet pour le « Financial Times » qui m'employait à l'époque. Même maintenant, ma mémoire est brumeuse et fragmentaire, bien que je me souvienne clairement de l'écoeuvrante odeur sucrée des corps qui commençaient à se décomposer, des mouches qui s'agglutinaient autour des yeux des femmes et des enfants morts, des membres et des têtes maculés de sang dépassant de la terre déversée par les bulldozers qui avaient vaguement essayé d'ensevelir les corps.

Peu après avoir vu « Valse avec Bachir », j'ai vu à la télévision les images de corps palestiniens brisés par les bombes et les obus israéliens à Gaza le 22e jour du bombardement. Au début, j'ai pensé que peu de choses avaient changé depuis Sabra et Chatila. **Une fois de plus, on sortait la même vieille excuse insultante selon laquelle, d'une manière ou d'une autre, Israël n'était pas à blâmer.** Le Hamas utilisait les civils comme boucliers humains et de toute façon - argument avancé un peu plus furtivement - les deux tiers de la population de Gaza avaient voté pour le Hamas et méritaient donc ce qui leur arrivait.

Mais de retour à Jérusalem, dix ans après y avoir travaillé comme correspondant pour « The Independent » de 1995 à 1999, je constate que si Israël a beaucoup changé, c'est en pire. Il y a beaucoup moins de contestation qu'auparavant et la contestation est le plus souvent considérée comme de la déloyauté.

La société israélienne a toujours été repliée sur elle-même, mais ces jours-ci elle me rappelle plus que jamais les unionistes d'Irlande du Nord de la fin des années 60 ou les chrétiens libanais des années 70. Tout comme Israël, il s'agissait de communautés animées d'une mentalité de siège très poussée qui les conduisait toujours à se voir en victimes même quand c'étaient elles qui tuaient les autres. Il n'y avait pas de regrets et on ne savait même pas ce que l'on infligeait à autrui ; par conséquent, toutes représailles de l'autre partie étaient considérées comme une agression non provoquée, inspirée par une haine aveugle.

À Sabra et Chatila, le premier journaliste à avoir découvert le massacre était un Israélien qui a désespérément essayé de le faire arrêter. Cela ne se passerait pas ainsi aujourd'hui parce qu'il a été interdit aux journalistes israéliens et à tous les journalistes étrangers d'entrer à Gaza avant le début du bombardement israélien. Il a été ainsi beaucoup plus facile au gouvernement de faire accepter la version officielle du grand succès remporté par l'opération.

Personne ne croit autant la propagande que celui qui la propage et c'est ainsi qu'**Israël voit le monde extérieur d'une façon de plus en plus détachée de la réalité**. Un universitaire aurait dit que l'opinion des Arabes au sujet de ce qui se passait en Israël leur venait de ce que les Israéliens disaient d'eux-mêmes. Donc, si les Israéliens disaient qu'ils avaient gagné à Gaza, à l'inverse de ce qui s'était passé au Liban en 2006, les Arabes le croiraient et de ce fait la dissuasion israélienne serait rétablie par magie.

On tolère de moins en moins la contestation, et la situation pourrait bien empirer. Benjamin Netanyahu - qui a contribué à enterrer les accords d'Oslo avec les Palestiniens la dernière fois qu'il était premier ministre de 1996 à 1999 - gagnera probablement les élections le 10 février. La seule chose que l'on ne sait pas encore, c'est de combien l'extrême droite progressera.

Cette semaine, les membres de l'extrême droite ont fait connaître leur position, comme par exemple Avigdor Lieberman, président du parti Ysrael Beiteanu, qui selon les sondages devrait obtenir des résultats particulièrement bons lors des élections ; Lieberman a soutenu la disqualification des deux partis israéliens arabes, les empêchant de se présenter aux élections. Il a averti leurs représentants : « Pour la première fois nous examinons la différence entre loyauté et déloyauté ». **«Nous nous occuperons de vous comme nous nous sommes occupés du Hamas».**

Patrick Cockburn :

27 janvier

The Independent

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5965

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19